

Entretien avec Xavier Raufer

Violence: la face noire de la mondialisation

Xavier Raufer est écrivain, criminologue, universitaire, et directeur des études au Département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines de l'Institut de criminologie de l'Université Paris II-Assas. Il est l'auteur de très nombreux ouvrages sur les violences contemporaines, dont plusieurs rédigés en collaboration avec Alain Bauer. Citons notamment « Sur la violence sociale » (1983), « Le chaos balkanique » (1992), « Les super-puissances du crime. Enquête sur le narco-terrorisme » (1993), « Trafics et crimes en Asie du Sud-Est: le Triangle d'Or » (1998), « Le crime organisé » (2000) ou « La criminalité organisée dans le chaos mondial: Mafias, triades, cartels, clans » (2007).

Éléments Violence et criminalité ne sont évidemment pas choses nouvelles, mais elles peuvent prendre, selon les lieux et les époques, des formes différentes. Vous êtes l'auteur de toute une série de livres consacrés au terrorisme, au crime organisé, aux problèmes de sécurité. Qu'est-ce qui caractérise le mieux, à votre avis, les formes actuelles de violence et de criminalité? Plus précisément, que peut-on considérer comme vraiment nouveau? Peut-on parler de formes nouvelles de crime et de délinquance ou la nouveauté réside-t-elle plutôt dans l'ampleur prise par le phénomène, le nombre et la qualité des acteurs, les moyens utilisés, le volume des sommes désormais en jeu?

Xavier Raufer Répondre à vos questions nécessite un préambule sur ce qu'est l'expertise aujourd'hui, dans le champ de ce qu'on nomme désormais « sécurité globale », qui englobe le militaire, mais aussi les menaces stratégiques, la lutte contre les grands trafics illicites transnationaux, les fraudes criminelles majeures, etc. Dans ce domaine vaste et chaotique – je reviendrai sur le terme *chaos* –, où tous les dangers cohabitent et parfois se mélangent, et où le pire advient de façon fulgurante, l'expert, le vrai (pas le gourou d'une chapelle intégriste ni le *squatter* de plateaux télévisés), est celui qui d'abord voit et, surtout, voit à temps. Un seul exemple de cet aspect en « étoile filante » de la terreur de masse contemporaine: qui avait simplement entendu parler de la secte Aum, jusqu'à l'attentat dans le métro de Tokyo? Ou des bandes armées tribales dites *Janjawid*, avant le début des grands massacres du Darfour? Ou de la secte meurtrière *Mungiki*, avant la multitude d'homicides commis à Nairobi à partir de juin 2007?

On connaît ce ressort classique du cinéma comique, l'avertissement rétrospectif, dans lequel l'importun prévient son voisin, venant de se cogner la tête, que la porte est un peu basse; tels sont les faux experts qui, le 12 septembre 2001, commencèrent à gloser sur le péril islamiste et sur

le manque de contrôle des aéronefs. L'expert vrai, lui, doit *pré-voir* et, pour cela, d'abord méditer cette réflexion d'Emile Zola (dans *Le roman expérimental*, en 1880): « Le don de voir est moins commun encore que le don de créer ». L'outil pour voir et analyser ces risques stratégiques marie la géopolitique à la criminologie – un besoin crucial du fait de la mondialisation.

Pour des centres de pouvoir comme l'état-major de l'armée française et la Commission européenne, « cinq menaces pesant aujourd'hui sur l'Europe sont identifiées: le terrorisme, présenté comme une menace stratégique croissante pour l'Europe; la prolifération des armes de destruction massive; les conflits régionaux; la désintégration d'États et l'instabilité régionale; la criminalité organisée qui comporte une dimension extérieure »¹.

Toutes ces menaces constituent ensemble l'actuel « chaos mondial ». Là s'entasse le « cône de déjection » (pour s'exprimer comme un géologue) de tous les dangers présents. Partant de là, décrire et analyser ces divers périls démontre vite que *tout ce qui est vraiment dangereux dans le monde réel d'aujourd'hui relève à la fois de la géopolitique et de l'analyse des menaces, criminelles et/ou terroristes*. Deux disciplines jointes qui s'inscrivent donc désormais



au cœur des problématiques de la sécurité mondiale.

Pour en venir à votre question, la seule vraie nouveauté – depuis l'abolition de l'ordre bipolaire de la Guerre froide et sa manifestation symbolique la plus spectaculaire, la chute du Mur de Berlin – est la *mondialisation*. Ce que font les criminologues aujourd'hui, c'est observer et explorer la *face noire* de la mondialisation – et seulement cela. Or, cette contrepartie criminelle et/ou terroriste de la mondialisation licite et positive est tue, ou niée dans sa gravité, par l'idéologie libérale (édictée notamment par le *Financial Times* ou *The Economist*) et minimisée par nombre des dirigeants politiques, économiques, financiers et médiatiques du monde développé.

Toute étude criminologique des risques et dangers encourus par notre société part forcément de ce point. Sinon, nous, criminologues, observons toujours les mêmes phénomènes de crime orga-

1. Cf. général Gérard Bezacier, « Puissance militaire et modernité au XXI^e siècle », in *Doctrines*, juin 2004.

Manifestation de soutien à des militants politiques, près de Belfast, le 18 juillet 1981. Bilan : 200 blessés, dont 120 policiers. Aujourd'hui, nous sommes entrés dans une période d'augmentation des violences urbaines qui n'implique pas toujours une corrélation politique déterminable. C'est ainsi que des émeutes comme celle de Villiers-le-Bel ont probablement d'autres causes : criminalité, anomie sociale, « désirs ludiques »...



Xavier Raufer Toutes les formes de terrorisme de la Guerre froide ont disparu ou muté – ou vont disparaître à terme. Les groupes palestiniens extrémistes manipulés par des États moyen-orientaux (type Fatah-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal) ont tous disparu, les organisations communistes combattantes (Brigades rouges, etc.) ont également disparu. Des groupes nationalistes armés alors actifs en Europe ont vu leur potentiel décliner : l'IRA est l'arme aux pieds depuis une décennie, le

FLNC a (pour l'essentiel) sombré dans le banditisme. Seule reste active une ETA durement frappée par la répression et condamnée à terme.

Le terrorisme d'hier, c'était des communistes-combattants *allemands* tuant des magistrats et hommes d'affaires *allemands* et publiant, à l'intention d'une petite mouvance et de médias *allemands*, des communiqués en *allemand*. Celui d'aujourd'hui, par exemple la nébuleuse salafi-jihadie baptisée « al-Qaida » par le Département d'État américain, n'a plus rien à voir avec le précédent. Depuis le 11 septembre 2001, des *jihadistes* d'environ 70 nationalités diverses ont ainsi été capturés dans une centaine de pays, et de l'argent *jihadi* confisqué dans 130 pays du monde. Des « batailles » de cet affrontement mondial baptisé par George W. Bush « Guerre à la terreur » ont été livrées dans 15 pays : Afghanistan, Arabie Saoudite, Égypte, Espagne, États-Unis, Grande-Bretagne, Indonésie, Irak, Kenya, Pakistan, Tanzanie, Tunisie, Turquie, Yémen, etc.

Mais revenons maintenant sur la nature *chaotique* du monde présent – et futur, à vue d'homme. Car un monde chaotique possède des spécificités et caractéristiques très fortes, très singulières, et les ignorer ou les négliger conduirait certainement à l'échec toute politique future visant à la sécurité globale.

Notons l'explosion des trafics d'êtres humains. La célèbre « Route des Balkans » constituait, depuis un demi-siècle, la voie majeure d'importation de stupéfiants (en première place, l'héroïne) pour l'Europe occidentale : elle sert désormais bien plus à l'immigration clandestine. En Bulgarie (accès géographique de la « Route des Balkans »), les actes judiciaires concernant le trafic criminel (de 2001 à 2006) traduisent ce phénomène : 74% d'entre eux concernent le trafic d'êtres humains, les 26% restants couvrant toutes les autres infractions, y compris le trafic de stupéfiants².

Dans la Grèce classique, le terme chaos désigne l'*espace de l'orage* ; ce qui est dépourvu d'ordre et de loi, le mouvant, livré au perpétuel et changeant afflux du fortuit. Bien plus qu'un chahut momentané, le chaos – le trouble, le précipité, le pêle-mêle, le sens dessus-dessous – est l'inverse du stable, du constant, du consistant, du déterminable, de l'ordonné.

Éléments Le terrorisme « global » d'aujourd'hui n'a plus grand chose à voir avec les bombes anarchistes de l'époque de Ravachol. Quelles en sont les principales caractéristiques ? La lutte antiterroriste doit-elle prendre en compte le caractère politique des actes terroristes ou s'agit-il avant tout d'une affaire de renseignement et de police ? Peut-on parler à cet égard d'une fusion progressive de l'action militaire et policière ? Le terrorisme est-il appelé à s'intensifier, voire à se généraliser ? Que penser du Conseil de sécurité créé par Nicolas Sarkozy ?

2. « Reinforcing Criminal Justice in Border Districts », CSD, Sofia, Bulgarie, 2007.

Quel est le problème crucial du monde présent, en terme de terrorisme et de crime organisé ? C'est la multiplication d'*entités hybrides* transnationales entre terrorisme et banditisme dans les zones chaotiques du monde. Des mutants que, trop souvent, les polices (nationales), les armées (pas faites pour ça), les organisations internationales (ignorantes des phénomènes criminels), comprennent mal.

Tout va vite dans un monde chaotique. Individus et entités dangereux apparaissent brusquement, frappent sans préavis (ou sans que leurs alertes nous soient perceptibles) pour disparaître tout aussi vite.

Ici, l'instabilité est la règle et la stabilité l'exception. Dans la sphère du crime et/ou du terrorisme, hybridations, alliances, mutations, adviennent selon des modalités et à des rythmes imprévisibles, sans que nous n'y puissions rien, sans même parfois que nous le remarquions.

Plus précisément, le chaos mondial est un kaléidoscope d'États effondrés, de terrorismes apocalyptiques, de guerres tribales, de zones de narcotrafic, où se côtoient et s'entremêlent, en vrac, les mafias, de grands trafics mondiaux (êtres humains, stupéfiants, armes, véhicules volés), des guérillas dégénérées, des guerres de bandes, des zones hors-contrôle, des fanatismes meurtriers, une vaste finance criminalisée. Nous connaissons aussi – certes, encore trop peu – les figures dangereuses du chaos mondial: «gangsterroristes», sectes, cartels, entités irrationnelles violentes, milices fanatiques, armées criminelles, etc.

C'est pour étudier et comprendre, tant que faire se peut, ce grouillement chaotique qu'un outil d'alerte et de coordination de l'ensemble des corps, publics et privés, intéressés par la sécurité globale, doit désormais aider tout gouvernement digne de ce nom. Une telle instance n'existait pas en France, qui ne disposait en la matière que d'instruments réactifs. Or, dans un monde, je le répète, où tout peut aller très vite, il est bon qu'un tel instrument serve désormais l'État. Cela, bien sûr, au-delà des péripéties politiques.

Éléments Quels sont aujourd'hui les secteurs d'activité criminelle les plus en expansion? Les narcotrafics? Le marché de la contrefaçon (dont l'OCDE évaluait récemment le chiffre d'affaires mondial à 200 milliards de dollars par an)? Le trafic d'êtres humains (prostitution, immigrés clandestins)? Quelles sont dans ces différents domaines les organisations ou les mafias internationales ou ethniques («cartels» sud-américains, Triades chinoises, yakuzas japonais, Camorra napolitaine, mafia russe, etc.) les plus actives? Dans une perspective synthétique, dispose-t-on d'indications chiffrées fiables sur les sommes rapportées par les différences formes de criminalité, quel que soit par ailleurs leur niveau de violence, et sur la façon dont ces sommes sont aujourd'hui recyclées dans différents circuits industriels et financiers, ou dans le piratage des marchés publics? La distinction entre économie légale et économies parallèles est-elle en train de s'effacer?

Xavier Raufer Les naïfs et les étourdis prennent souvent le milieu criminel pour le reflet inversé de la société honnête, ce qui n'est pas le cas. Voici un charcutier désireux d'arrondir ses revenus. Dans sa vitrine, il expose, entre deux pâtés, des imperméables ou des bijoux. Sans tarder, un inspecteur vient lui rappeler l'article X du Code du commerce proscrivant ce mélange des genres. Le charcutier

persévère? C'est la contravention, voire la fermeture.

La bande criminelle, elle, n'éprouve nulle contrainte de cet ordre. Elle peut librement pratiquer l'activité illicite choisie. Seuls risques: la répression (plutôt faible dans les États de droit), ou l'interdit d'une bande rivale (risque accepté). C'est pourquoi – et c'est l'une des certitudes formelles de la criminologie expérimentale moderne – nulle bande n'est longtemps monocriminelle. Formée dans un but précis – disons, le *deal* de haschisch – elle évolue ensuite selon une simple logique opportuniste risque-profit. Le *hash* ne paie plus? La «start-up» criminelle se lance dans d'autres activités – il n'y a ici que l'embarras du choix.

Il n'y a donc pas de «métier» criminel, mais un pur et simple opportunisme, associé à un outil de mesure de type coût-bénéfice. De la bande de quartier à la mafia mondialisée, les criminels opèrent et arbitrent tous ainsi, leur choix dépendant finalement de leur niveau d'implantation et de leur enracinement. Des débutants se lanceront dans des activités permettant de pratiquer au plus vite (mânes de Karl Marx!) l'«accumulation primitive du capital», ici criminel. Là, le trafic de stupéfiants est roi, car rien ne permet de gagner aussi vite, autant d'argent. Exemple: 10 tonnes d'héroïne remonteraient chaque mois la «Route des Balkans»³. Admettons que de fortes et régulières saisies réduisent à 8 tonnes/mois l'héroïne introduite en Europe par ces trafiquants. En Asie centrale, le prix de gros de l'héroïne fluctue d'usage entre 50 et 80 000 dollars US le kilo. Retenons ce prix plancher de 50 000 dollars. Chaque mois, le chiffre d'affaires minimal du négoce de l'héroïne, de l'Asie centrale vers l'Europe via la Turquie et les Balkans, est ainsi de ±306 millions d'euros. Dans un trafic où le taux de profit peut atteindre 70% du prix de vente, fixons-le ici modestement à 40%. Le profit *minimum* d'un mois de négoce d'une seule drogue, l'héroïne, sur un seul axe est donc d'environ 123 millions d'euros.

Une mafia enracinée comme la Sicilienne, disposant donc de complicités politiques importantes, pratiquera en revanche le piratage de marchés publics, criminalité peu visible et difficile à réprimer. Une entreprise «en odeur de mafia» gagne l'appel d'offre d'un gros marché de travaux publics, et cela par intimidation ou corruption. Après quoi, l'entreprise effectue des prestations bien inférieures à la qualité requise et obtient un *quitus* du contrôle de qualité, toujours par les mêmes moyens. Elle gagne donc des sommes énormes, *illico* siphonnées par les mafieux. La société se met en faillite et le manège reprend la fois d'après. On peut ainsi gagner, en douceur, sans qu'une ride ne trouble la surface de l'eau, des centaines de millions d'euros.

Éléments Peut-on imaginer un moment où la criminalité organisée ne pourrait tout simplement plus être contenue (ou le serait de moins en moins)? Qu'est-ce qui peut pousser à répondre par l'affirmative – ou par la négative?



Saïoa Sánchez Iturregi. Cette jeune femme de 26 ans, membre de l'ETA, aurait tiré à bout portant sur les deux gardes civils espagnols mortellement touchés le 1^{er} décembre 2007. L'activisme basque se régénère en permanence car la revendication identitaire trouve un écho certain chez la jeunesse basque, particulièrement depuis la «kale borroka» (sorte de guérilla urbaine qui s'est développée dans les années 90). Selon Xavier Raufer, l'ETA est l'un des rares mouvements politiques violents qui se maintienne encore en Europe de l'Ouest.

3. In *BBC Monitoring*, Beta News Agency, Belgrade, 29 août 2004.

Xavier Raufer Toutes les formes de crime organisé ont en commun leur vocation *parasitaire*, et non *subversive*. Par nature, une société criminelle est silencieuse, et ses chefs, discrets. Nulle d'entre elles ne veut du pouvoir politique; elle souhaite le contrôler à distance, ce pouvoir, en influençant des clientèles électorales; le paralyser en corrompant politiciens, magistrats et journalistes-clé; suggérer des nominations « favorables », éloigner les gêneurs. Une société criminelle se moque éperdument du régime politique en vigueur, démocratique, communiste ou fasciste: elle est opportuniste. Elle ne brigue pas la présidence de la République ou du Soviet, la couronne ou la dictature: elle veut des amis fidèles, stables, influents, l'impunité, l'accès au « business ».

Ainsi, la corruption est un moyen d'action majeur du crime organisé, qui utilise toujours une part de ses profits à influencer et corrompre, pour contrôler entreprises et institutions économiques et financières, s'infiltrer dans les institutions politiques, judiciaires et sociales. Second outil majeur, l'intimidation, aussi diaboliquement efficace que difficile à établir judiciairement, et qui s'exprime par cette seule phrase: « On sait où tes enfants vont à l'école ».

Mouvante et opportuniste, la grande criminalité organisée transnationalement est ainsi fort ardue à fixer, à enfermer dans des tableaux et statistiques. Il est difficile de mesurer à son propos des progrès ou reculs durables. Pour rester dans les Balkans, l'Albanie de Salih Berisha lutte aujourd'hui sincèrement contre sa mafia autochtone, et des progrès y sont visibles; tandis qu'à côté, dans ce modèle d'État fictif que représente la « Bosnie-Herzégovine », la criminalisation s'aggrave sérieusement.

Éléments Le Département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines (DRMCC) de l'Institut de criminologie de Paris, dont vous êtes l'un des animateurs à l'Université de Paris-II, a publié récemment un rapport sur les principaux faits de violence sociale relevés dans les « secteurs sensibles » de nos banlieues. Vous y écrivez que « la France des cités vit aujourd'hui à l'heure américaine [...] La violence au quotidien s'est installée et les quartiers contaminés sont en train de dépérir. La prédation de proximité atteint toutes les catégories d'habitants [...] Véritables États dans l'État, ces cités vivent sous le signe de la violence individuelle, de la toxicomanie et de la prostitution », mais vous notez aussi, à propos des émeutes urbaines, qu'elles se produisent régulièrement depuis près de 30 ans sans que « nul gouvernement n'ait pu ou su les prévenir, ou y mettre un terme définitif ». Vous ajoutez que « cette situation est unique en Europe et sidère absolument tous nos voisins ». Comment expliquez-vous à la fois ce phénomène et l'inertie relative des pouvoirs publics? Peut-on dire que la situation s'aggrave, et quelles sont les caractéris-

tiques de cette aggravation? Quelles mesures devrait-on mettre en œuvre pour en finir avec la « culture de l'émeute »?

Xavier Raufer Suite aux émeutes survenues depuis l'été 1979 dans les « quartiers sensibles » de la périphérie de grandes villes, Lyon notamment, une Commission des maires sur la sécurité (dite Bonnemaïson, du nom de son président) produisit un rapport intitulé *Face à la délinquance. Prévention, répression, solidarité* (Rapport au Premier ministre, Documentation française, 1982).

Le gouvernement commit alors une fatale erreur de diagnostic en négligeant l'avis des criminologues et en s'inspirant d'une culture de l'excuse prônée par des militants d'extrême-gauche, se disant sociologues, et par des travailleurs sociaux – bref, en pensant qu'un traitement social, dans le cadre de la « politique de la ville », allait seul régler le problème. Or, la dimension criminelle de cette crise des banlieues, qui n'est bien sûr qu'un facteur parmi d'autres, devait être traitée de prime abord. Sinon, toutes les dispositions sociales, actions de prévention (bien sûr indispensables) ou « politiques de la ville », étaient d'avance condamnées à l'échec!

Cette grave erreur de diagnostic, la France la paie depuis bientôt trente ans, et cher, par une « crise des banlieues » unique en Europe. Les choses s'aggravent encore du fait que l'infosphère (les élites politiques, administratives et économiques accédant aux médias) s'en est pour l'essentiel – pensée unique oblige – arrêtée et tenue au « rapport Bonnemaïson »: l'infinité de « plans Marshall pour les banlieues » pondus depuis lors par une foule de ministres et sous-ministres – 17 en 15 ans! – n'étant jusqu'à ce jour que des variations sur le thème du « rapport Bonnemaïson ».

Des milliards d'euros ont été déversés sur les fameux « quartiers sensibles », sans amélioration durable. Dans un secteur de la banlieue parisienne ayant naguère défrayé la chronique, un député-maire peut ainsi s'exclamer aujourd'hui: « Jamais un territoire n'a autant reçu d'argent public depuis dix ans! En cinq ans, la dotation de solidarité urbaine (DSU) a été doublée sur notre territoire pour atteindre 28 millions d'euros en 2007, soit 220 euros par habitant! ». De quel territoire s'agit-il? De celui de Garges-Sarcelles-Villiers le Bel.

Villiers le Bel: vous avez bien lu. Le député-maire local ajoutant, à propos des fameuses émeutes: « Nous avons eu affaire à des adultes organisés en bandes armées, motivés par la volonté de tuer des keufs »⁴. Persévérer dans le tout-social, tourner éternellement le moulin à prières du « rapport Bonnemaïson », c'est donc mettre un cataplasme sur une jambe de bois. Tout est affaire de diagnostic. Celui-ci fait convenablement, un traitement approprié appliqué, il se passera chez nous la même chose que partout ailleurs en Europe: les émeutes cesseront, pour ne plus reprendre.

4. Cf. « Rétablir la vérité sur les émeutes », in *Valeurs actuelles*, 4 janvier 2008, pp. 43-48.